COMPTE RENDU DE L'AUDIENCE AU MESR DU 10 DÉCEMBRE 2010

Le Sgen-CFDT a rencontré le MESR sur les thèmes suivants : expérimentation BTS, licence, enseignants du second degré.

Étaient présents :

Ministère : Rolland Jouve (conseiller à la vie étudiante et aux questions sociales), Amaury Flégès (conseiller technique orientation, formation et insertion professionnelle) et Bernard Dizambourg (conseiller spécial [universités]).

Sgen-CFDT : Chantal Demonque, Patrick Fridenson, Colette Guillopé, Pascal Petit, Albert Ritzenthaler et Bernard Valentini.

Expérimentation sur les BTS

Le MESR déclare vouloir faire évoluer les BTS dans le respect de leur identité pour améliorer la réussite des bacheliers pro (8 à 19 % du public des BTS), mieux intégrer les BTS au sein du cycle L postbac et accompagner les poursuites d'études vers l'université. Il rappelle les propositions du rapport Sarrazin.

Le projet est de mettre en place une expérimentation en deux volets. Au niveau académique (via les recteurs : accompagnement des bacs pro, décloisonnement des formations, ...) et au niveau national (expérimentation de modularisation sur un nombre limité de BTS : Mécanique et automatismes industriels, Transports, Commerce international, Travaux publics et Bâtiments). Aux référentiels des activités professionnelles et de certification sera ajouté un règlement d'examens où il y aura délivrance d'ECTS à la fin de la première année.

Cela permettra à des étudiants en réorientation de rejoindre le BTS en cours d'année, à des étudiants qui arrêteraient en fin de première année de garder des briques d'études (en vue d'une reprise future), de mieux articuler la formation initiale et la formation continue et de faciliter l'accompagnement personnalisé des étudiants.

Le Sgen-CFDT souligne son intérêt pour la modularisation des parcours. Il s'interroge sur l'augmentation du volume de CCF, sur son organisation afin de ne pas en faire des examens ponctuels partiels et sur la durée des modules. Il présente le risque de faire du BTS la roue de secours de l'échec universitaire. Les unités d'enseignement général seront-elles compatibles avec les UE de L1 ?

Pour le MESR, le BTS ne sera pas le point de chute des étudiants en échec en L1. Le principe est celui d'un décloisonnement. Certains étudiants sont en licence faute d'avoir été pris en BTS. La licence est donc une position d'attente. Sont donc concernés par les réorientations vers le BTS ceux qui vont en licence sans savoir où ils veulent aller. Finalement, l'orientation active démarre à bac -2 jusqu'à bac+1.

Quant aux regroupements, cela ne veut pas dire qu'on va fusionner tous les enseignements généraux. Nous souhaitons plutôt travailler par grande familles de BTS en fusionnant les enseignements communs qui le peuvent au sein d'une famille de BTS. On peut ainsi faciliter le passage d'un BTS à un autre.

Nous souhaitons conserver le caractère national du diplôme, mais permettre la validation en cours de formation et maintenir le caractère progressif de l'acquisition des compétences. Le BTS ne doit pas être un empilement de briques.

Le Sgen-CFDT interpelle le représentant du MESR : l'arrêté Bayrou du 9/04/1997 prévoit des passerelles, mais c'est un

mécanisme très peu appliqué. Avez-vous prévu de vous pencher sur l'inégalité entre bachelier/bachelière ? Puisque vous nous parlez des étudiants en licence "*en attente d'une STS*", quid des IUT ? Comment se fera en pratique le passage entre L1 et STS : des accords entre universités et STS ?

Amaury Flégès répond. Le plan "Réussite en licence" comprend des actions visant à renforcer la réussite des étudiants et notamment des actions sur le thème de la réorientation : mesures pour faciliter le passage vers les IUT, contacts avec des partenaires extérieurs chargés de l'insertion professionnelle des jeunes, partenariat avec le CNAM ou avec des chambres consulaires, services de l'emploi.

A l'interrogation du Sgen-CFDT sur l'inefficacité des dispositifs permettant le passage de L1 vers une STS, l'étudiant se retrouvant seul, en concurrence avec les autres étudiants, le MESR répond en proposant d'utiliser l'apprentissage comme structure permet-tant d'attirer des étudiants de STS, qui, en rejoignant l'apprentissage en cours d'année, libèrent des places pour les étudiants de L1 au second semestre.

Concernant les IUT, le MESR rappelle les situations contrastées entre formations tertiaires (saturées) et industrielles (places vacantes), et la répartition sexuée dans les diverses formations. Il souhaite préserver la diversité des publics comme en STS, sans spécialiser ni filiariser les parcours. La ministre ne souhaite pas que le type de bac détermine la formation. De plus, le BTS n'est pas le DUT et inversement. Il y a des tentatives de réduire le nombre de BTS qui le feraient ressembler à des DUT et du côté des DUT en industriel, augmenter les spécialités ce qui les fait ressembler à des BTS. Il n'envisage pas d'aller au-delà des mesures incitatives (comme l'accès de principe aux bacheliers avec mention B ou TB).

La licence

MESR – Rappelle les différentes mesures du plan "*réussir en licence*" proposées par les universités : accompagnement et suivi des étudiants, préparation de l'insertion professionnelle (création de BAIP), évaluation des étudiants (contrôle continu).

Nous allons publier un bilan de ces actions. Il y a une forte hétérogénéité des pratiques selon les universités et les secteurs disciplinaires. La modification du cœur du fonctionnement pédagogique a été très variable selon les secteurs/établissements.

Nous souhaitons dynamiser les établissements et susciter plus d'innovation pédagogique.

Comment aller plus loin pour la réussite de plus d'étudiants et l'insertion professionnelle de certains ? La licence doit permettre la poursuite d'études et l'insertion professionnelle. La licence professionnelle ne répond pas à ces objectifs. La licence pro accueille des étudiants titulaires de DUT ou de BTS mais pas assez d'étudiants de licence générale.

Notre idée est la suivante : faire en sorte que tout étudiant de licence ait un semestre consacré à la professionnalisation (qui ne soit pas uniquement un stage), concentré sur un semestre, réalisé en s'appuyant sur les équipes pédagogiques des IUT et STS (via une convention) pour en garantir les modalités pédagogiques. Ce semestre serait situé entre L1 et L2 (et donc pas en L3).

Nous ne souhaitons pas réguler tout cela via les maquettes, mais via des référentiels nationaux par grands champs. Cela nécessitera de réécrire l'arrêté licence : tout y est dans la version actuelle mais pas de façon lisible.

De plus, il faut être plus cohérent sur les incitations vis-à-vis des enseignants et des établissements : dans le système d'allocation des moyens, la prise en compte de la qualité des formations est très faible, bien plus que celle de la qualité des équipes de recherche.

Sgen-CFDT – Manifeste de l'intérêt pour la démarche mais note qu'il ne reste que 18 mois, ce qui est très court. Il faut un programme et un calendrier serré pour que cela soit fait.

MESR – On peut avancer sur les référentiels (plus ou moins vite selon les champs) en concertation avec les acteurs.

Sgen-CFDT – Il faut présenter un chantier ouvert et annoncer un calendrier.

Il y a des domaines où les référentiels sont prêts, notamment pour la formation des enseignants. C'est peut-être la seule chance d'éviter la catastrophe qui se prépare en la matière : formation professionnelle à sauver, vivier d'étudiants en voie de disparition,...

MESR – Il est clair qu'il y a un problème avec le modèle d'allocation de moyens selon qu'une université a intégré, ou pas, un IUFM.

Sgen-CFDT – Où se discutera l'évolution du modèle Sympa ? Un comité d'orientation sur Sympa 2 avait été annoncé il y a 2 ans mais rien n'a été fait pour l'instant.

MESR – Nous sommes réticents. L'objectif est une refonte du modèle pour 2012, donc la concertation doit être en 2011. Dans le modèle 2012 il y aura des choix importants à modéliser, entre masse salariale, emplois, etc.

Sgen-CFDT – Pour avancer, il faut avoir une instance de taille petite qui permette d'en discuter. Qu'est-ce qui vous empêche de la créer ?

MESR – OK.

Sgen-CFDT – En licence, il y a un stage à 6 ECTS souvent obligatoire + des éléments de professionnalisation (9 ECTS), donc on arrive à 15 ECTS. De plus, on constate dans les établissements que c'est tendu : les enseignants veulent de plus en plus des UE disciplinaires adaptées à la mention de licence, et ce dès le L1.

Quant aux étudiants, on constate des inégalités très fortes entre lycées : certains préparent seulement au bac tandis que d'autres préparent à l'enseignement supérieur.

MESR – On ne veut pas piloter la formation à la place des établissements. Il faut responsabiliser les établissements. Le travail sur le référentiel va dans ce sens. C'est une façon de faire prendre conscience aux disciplines les enjeux. Nous savons qu'il y a des communautés disciplinaires qui ont leurs approches et leurs blocages.

Sgen-CFDT – Est-il prévu une évolution substantielle de la licence pro ?

MESR – La licence pro pourrait-elle être un parcours de la licence générale ? Mais les professionnels y sont attachés. Comment évoluer ? Faire passer l'idée que les compétences des IUT et STS peuvent permettre de construire des parcours spécifiques pour la professionnalisation des étudiants.

Les poursuites d'études des diplômés de licences pro ne sont pas permises à l'université : mais, par exemple, les diplômés de licence pro gestion sont recrutés par des écoles de gestion privées (et donc pas par l'université), cela était "interdit" par les textes.

Sgen-CFDT – Quid des poursuites d'étude des étudiants de BTS ? C'est le passage par une licence pro alors que cela est trop rude via un L3 généraliste.

Sgen-CFDT – 1 semestre de professionnalisation + 1 stage, c'est une licence pro.

MESR – Non, car ce semestre de professionnalisation aura lieu avant (entre L1 et L2). Notre but est d'introduire des méthodes pédagogiques différentes dans la licence (méthode par projet, ...). Ce n'est pas qu'un stage, mais un processus pédagogique. Nous souhaitons injecter dans les formations des compétences qui ne sont pas purement académiques, mais aussi des compétences professionnelles..

Les enseignants du second degré dans le supérieur

Note : Le MESR a constamment utilisé l'expression Prag plutôt que celle d'enseignants du second degré en poste dans le supérieur. Il n'a pas fait référence explicitement aux enseignants du premier degré.

Sgen-CFDT – Le 5 mars 2010, lors de la synthèse de fin de discussion, Carole Moinard a fait une liste consensuelle de ce qu'il était possible de faire et exprimé la volonté du ministère d'avancer sans dogmatisme sur le dossier.

A l'exception d'une organisation, il y avait eu un consensus sur le refus d'un statut des Prag/PRCE du supérieur, mais aussi sur le fait qu'il fallait faire évoluer les choses pour prendre en compte la diversité des situations et des tâches des enseignants du supérieur. Le Sgen-CFDT a eu l'occasion, par le passé, de préciser les problématiques qu'il souhaitait voir abordées et les solutions qu'il proposait : nature et volume des obligations annuelles de service, lien avec la recherche, mobilité, carrière, recrutement. [On pourra se référer au Campus n° 555 du 15/03/10 pour un compte rendu de la réunion du 5 mars, et, surtout, dans Campus n° 556 du 19/04/10, à l'article "enseignants du premier et du second degré dans le supérieur : les avancées attendues par le Sgen-CFDT."]

Le 5 mars, la DGRH ne savait pas si les textes statutaires concernés étaient du ressort du CTPMESR ou d'une autre instance consultative (le problème concerne les deux ministères : MESR et MEN).

Il ne s'est rien passé depuis 1993 sur le statut des enseignants du second degré. La réalité actuelle des missions des Prag dépasse largement ce cadre ancien. La réunion du 5 mars a fait naître des attentes légitimes dans les établissements. Le dossier est compatible avec les contraintes budgétaires actuelles. Il reste 18 mois pour agir, c'est une bonne durée pour faire des choses. Nos questions sont donc :

- Quels sont vos objectifs ?
- Par quelle méthode comptez-vous y arriver ?
- Quelle est l'instance consultative concernée ?

MESR – Il y a en effet un consensus. Notre philosophie, c'est 1) d'éviter une redéfinition complète du statut et 2) d'agir avec pragmatisme en nous appuyant sur les points qui font consensus. Il ne faut pas perdre de vue que le consensus que l'on a sur des thèmes théoriques peut se fragiliser quand on rentrera dans les détails.

Notre objectif, c'est de faire en sorte que la carrière du Prag/PRCE puisse s'améliorer en nous intéressant aux questions liées aux nominations, au mouvement, à la promotion dans le corps des agrégés ou des certifiés. On peut imaginer une différence de traitement par rapport aux personnels dépendant du ministère de l'Éducation nationale parce que l'on est dans un établissement supérieur et pas dans un lycée.

Le problème du parcours de carrière dans le supérieur se pose et il est lié au rapport avec la recherche : quel doit-être l'avenir dans l'enseignement supérieur d'un Prag qualifié ? Doit-on envisager un mode d'accès particulier au corps des enseignants-chercheurs ?

La reconnaissance du Prag à l'intérieur de l'université est un sujet complexe mais assez stratégique.

Sgen-CFDT – Quid du service ? La définition du service des enseignants-chercheurs suite à la modification du statut en 2009,

avec le référentiel national des activités, répond mieux aux missions réellement assurées sur le terrain par les Prag/PRCE.

MESR – Le service est un point délicat car nous souhaitons bien différencier le statut des Prag de celui des enseignants-chercheurs. C'est aussi un point sur lequel le consensus sera difficile à avoir. Il nous faut aussi compter avec notre absence de marge budgétaire. Moduler ces deux contraintes, c'est un point qui peut être mis sur la table lors des réunions bilatérales.

Nous souhaitons avancer sur les 4 points cités. D'un point de vue méthode, nous allons privilégier des séances bilatérales. Pour ce qui est des promotions, il faudra voir si on conserve le passage en Capa/CAPN ou s'il faut une instance spécifique au supérieur. Un travail sera ensuite réalisé par la DGRH sur la base de ces propositions.

Sgen-CFDT – Nous souhaitons plus un paquet-cadeau constituant une reconnaissance du rôle effectif des ces personnels qui sont 15 000 dans l'enseignement supérieur...

Ainsi, le problème du service devra être posé : contrairement au texte de 2009 pour les enseignants-chercheurs, le statut de 1993 ne permet pas officiellement aux enseignants du second degré des tâches qu'ils assurent pourtant. Quid de l'application du référentiel national d'activités aux PRAG ?

MESR – La diversité des tâches et le point de contact avec la recherche sont des réalités.

Le service est cependant un problème complexe avec des enjeux budgétaires lourds. Nous n'avons, par exemple, aucun retour sur les impacts budgétaires du référentiel national d'activités pour les enseignants-chercheurs. Dans la période actuelle, nous avons donné la priorité au maintien du budget des établissements. Nous n'avons plus de marge pour des mesures catégorielles coûteuses.

De plus, les établissements qui sont passés aux RCE ont déjà la capacité à faire des choses et certains le font. Les établissements doivent être un lieu de dialogue social de façon à profiter de la marge qui leur a été donnée lors du passage aux RCE.

Sgen-CFDT – Quel sera le calendrier de ce dossier ?

MESR – Tout début janvier, nous allons organiser des réunions bilatérales pour balayer ensemble les thématiques. Nous souhaitons rester sur le champ de l'enseignement supérieur et donc dans le cadre du CTPMESR.

Notre but est d'aboutir en mars 2011 pour un passage en CTPMESR au printemps.

Sgen-CFDT – Le dossier était plutôt bien parti, pas très conflictuel. Le calendrier qui a suivi la réunion du 5 mars 2010 a plombé la discussion et ce qui se passe dans les établissements. Relancer les choses nécessitera des ouvertures.

Chantal Demonque, Colette Guillopé,
Pascal Petit, Albert Ritzenthaler, Bernard Valentini

RÉUNION SGEN-CFDT – PS LE 24 NOVEMBRE 2010

Cette réunion s'est tenue au siège du Parti Socialiste (rue de Solférino). Étaient présent-e-s :

PS : Bernard Monthubert et Johanna Barasz.

Sgen-CFDT : Thierry Cadart (secrétaire général de la fédération), Pierre Girard (secrétaire général du Sgen EPST) et Élisabeth Cadic (secrétaire fédérale chargée du suivi des Bibliothèques).

B. Monthubert présente les grands axes du forum en prévision de 2012 : démocratisation, valorisation, sciences et société, structures.

La délégation présente les principaux points du programme du Sgen-CFDT pour l'Enseignement supérieur et la Recherche. Le Sgen-CFDT ne demande pas l'abrogation de la LRU mais des évolutions sur :

- mode d'élection des présidents,
- fonctionnement des établissements et dialogue social,
- regroupement et fusion des universités (répartition territoriale),
- articulation Grandes écoles /Universités,
- pilotage de la recherche.

B. Monthubert répond sur la taille des établissements et la nécessité d'une régulation nationale pour l'autonomie des universités et annonce le projet d'une loi d'orientation sur le supérieur et la recherche.

La discussion s'engage sur les classes prépa, la place des STS (lycées ou universités). Le Sgen-CFDT insiste sur le contrôle

démocratique des PRES (carte universitaire) et la mise en place des CTP, ainsi que sur le rapprochement Universités/Grandes écoles. Puis à nouveau la discussion s'engage sur les moyens à mettre en place pour faciliter le passage du lycée en L1, L2 (formation, période de latence, échapper au déterminisme social des STS, etc.), sur le développement des études scientifiques,

Pour ce qui est de la Recherche, la délégation est intervenue sur la nécessité de rééquilibrer les financements entre financements sur contrats et financements affectés, ainsi que sur la nécessité de parvenir à des relations équilibrées entre organismes et universités, en soulignant la nécessité de voir les organismes développer la dimension régionale et pluridisciplinaire de leur action. Sur la recherche, la délégation a également souligné la nécessité de voir se développer un débat démocratique de qualité sur le choix des axes prioritaires et les questions d'éthique.

Pour les services communs de documentation, E. Cadic a mis l'accent sur :

- l'extension des horaires d'ouverture des BU,
- la mutualisation des moyens,
- le risque de déprofessionnalisation (intégration des précaires),
- la nécessité de plans de cadrage nationaux,
- les dévolutions immobilières des Universités.

Les participants se séparent en convenant de la nécessité d'une prochaine réunion.

Thierry Cadart